



## Compte rendu du CHS-CT de la DISI Sud-Ouest du 3/10/2016

### Déclaration liminaire de la CGT

Monsieur le Président,

En cette rentrée sociale, les annonces de réformes, de restructurations s'accroissent dans tous les secteurs sans aucun indice d'amélioration de la situation. Le chômage et la précarité continuent d'augmenter avec toutes les conséquences que l'on connaît. Il n'y a guère que le gouvernement qui est optimiste.

La DGFIP n'est pas à l'abri. La mise en place à marche forcée du prélèvement à la source, les remises en cause du réseau de proximité ne peuvent que nous inquiéter.

Dans l'informatique aussi la situation se dégrade. Les annonces récentes des nouvelles réformes inquiètent les personnels.

La fusion proposée des ESI d'une même résidence remet en cause la parole donnée lors de la création récente des DISI. Tous les ESI devaient être maintenus et aujourd'hui, dans l'urgence, il faut les fusionner. Pour quelle efficacité? Sur Bordeaux, l'essentiel des missions assurées par les deux ESI sont différentes. En matière d'astreinte, la volonté de revenir à l'application du texte de 2002 remet en question ce qui avait été mis en place, sur le modèle Copernic. Cela est vécu comme un retour en arrière. Pour quelle efficacité? L'évolution de l'assistance avec la mise en place du Parcours d'Assistance Rénové ne peut que nous inquiéter. Les plateaux d'AT dont l'existence est récente commencent à trouver leur marque, les utilisateurs assimilaient enfin le nouveau schéma d'assistance. De nouveau une réforme vient chambouler ce qui vient juste d'être mis en place. Pour quelle efficacité? Les utilisateurs devront désormais d'abord faire eux-mêmes le diagnostic de leur problème et ensuite contacter l'assistance par formulaire!

**Ces réformes impactent directement les conditions de vie au travail des personnels.** De fait, le CHS-CT est compétent pour en débattre. On ne peut se contenter de mettre en place des outils comme le DUERP, le PAP sans discuter du fond de ces réformes qui mettent à mal la santé des personnels. Par ailleurs, nous condamnons le fait que lors des présentations aux syndicats les sujets soient déjà bouclés et que le dialogue social se résume à leur mise en place.

**Pour la CGT, ces réformes ne sont lancées que pour adapter nos services aux suppressions d'emplois massives que nous connaissons.** Rien qu'à la DISI Sud-Ouest 47 emplois ont été supprimés en 5 ans soit près de 10 % des effectifs actuels! Et en 2017 on continue!

Comment voulez-vous que dans ces conditions les personnels adhèrent à de telles réformes? Comme la CGT ils ne sont pas dupes sur les objectifs poursuivis.

### Sommaire :

- Déclaration CGT	P1
- Budget 2016 (dépenses votées)	P2
- Budget 2016 - Analyse du PAP	P3
- Examen des Registres Hygiène Sécurité	P4

Comme à l'accoutumée le DISI s'est contenté d'une réponse brève aux déclarations liminaires des syndicats.

Il ne commente pas les sujets nationaux! Mais de quoi peut-on parler vu que la politique qu'il mène localement n'est que la déclinaison des choix nationaux?

Il faudrait ne pas être inquiet, s'adapter aux nouvelles technologies et ne pas avoir peur du changement! Il faudrait quand même pas nous prendre pour des bêtards. Les nouvelles technologies, les évolutions dans l'informatique, on connaît et ce ne sont pas elles qui nous inquiètent. C'est bien la façon dont elles sont mises en œuvre que nous mettons en cause. Car tout ce qui se met en place n'est motivé que par les suppressions d'emplois.

Notons que le Directeur a indiqué que pour la fusion des ESI bordelais, s'il devait y avoir une conséquence sur les conditions de travail des personnels, une fiche d'impact devrait être mise en place. Cette fiche devrait alors être présentée au CHSCT préalablement à la présentation du projet en CTL.

### Accidents de services – maladies professionnelles

Depuis cet été, 3 dossiers sont en instance 1 à BG et 2 à Poitiers. Ils concernent 2 chutes et un accident de manutention.

A noter que le nombre d'accidents de vélo est en augmentation (plus d'agents utilisent ce moyen de transport). A étudier la possibilité d'afficher dans les établissements les règles de prudence. L'assistante sociale suggère que lors des interventions vélo citées à la Cité administrative de Bordeaux il soit évoqué un volet prévention.

### Délégation CGT à ce CHSCT

- Geneviève BOURREL, ESI BxO (Secrétaire du CHSCT)
- Béatrice BOISSON, ESI Poitiers
- Louis RUMEAU, ESI BxG

## Propositions des ESI

ESI	Nature de dépenses	Mt DEVIS	Retenu CHS	Observations
<b>I</b>	<b>CONDITIONS DE TRAVAIL</b>			
ESI 33 BG	Achats de 3 luminaires EPUR	1 100,00	1 023,00	Postes de travail mal éclairés / néon inopérants
ESI TOULOUSE	Fontaine a eau	504,00		Prématuré – manque coût maintenance – demande accord DRFIP pour raccordement eau
ESI TOULOUSE	2 lampadaires sur pied SERVICE SIL	682,28	682,28	
ESI TOULOUSE	6 lampes fluo brio	410,54	410,54	lampes individuelles
ESI POITIERS	Chaussures de sécurité – Stock vacataires	419,28	419,28	
ESI 33 BO	2 Cloisons amovibles L124 X H 160 alu	771,24	771,24	
ESI 33 BO	4 Casques individuels et téléphones	599,83	400,00	Pour service SIL (compatibles pour multi audio)
ESI 33 BO	2 lampadaires <u>aluminor</u> sur pied	715,80	682,28	
	<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>5 202,97</b>	<b>4 388,62</b>	
<b>II</b>	<b>HYGIENE ET SANTE</b>			
ESI 33 BG	Aménagement de poste – achat vidéo agrandisseur léger et mobile intégré à commande vocale	4 528,40	235,00	Nécessaire pour intervention dans les services. Un seul devis présenté. S'orienter vers un remplacement du matériel octroyé initialement départ qui date de 3/4 ans. Demander 2ème devis. Solliciter financement CRIF.
ESI TOULOUSE	Fauteuil ergonomique	314,18	314,18	Aménagement de poste
ESI POITIERS	Pose résine <u>faïence</u> WC	964,94	964,94	Suite visite ISST – proposition M. ESPINAT
ESI POITIERS	Clavier roller mousse	322,80	322,80	Aménagement de poste
ESI 33 BO	4 Distributeurs de gels hydroalcooliques	20,16	20,16	Toilettes ESI
ESI 33 BO	Fauteuil ergonomique	314,23	314,23	Aménagement de poste
ESI 33 BO	5 tapis de souris avec repose poignet	43,32	43,32	
ESI 33 BG	Fauteuil ergonomique	330,00	330,00	Aménagement de poste
ESI 33 BO	Aménagement de poste – Ultra portable	511,80	511,80	Pour le service SIL.
	<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>7 349,83</b>	<b>3 056,43</b>	
<b>III</b>	<b>PREVENTION AUTRES RISQUES</b>			
ESI POITIERS	risque de chute : Réfection des escaliers extérieurs	14 517,96		Devis ancien. A revoir
ESI POITIERS	Travaux de mise en sécurité de la trappe à presse.	2 744,09	2 744,09	Proposition suite visite ISST Mr ESPINAT
ESI 33 BG	Travaux de réfection de sol AT Trésorerie	1 959,60		Faut 2 devis et réfléchir à un cofinancement
ESI 33 BG	Installation d'une perche connectique	484,82	484,82	Bureau 4013 <u>-cables gênants</u>
	<b>SOUS TOTAL III</b>	<b>19 706,47</b>	<b>3 228,91</b>	
<b>IV</b>	<b>DEPLACEMENTS</b>			
ESI POITIERS	Formation conduite <u>transpalette</u> <u>électriques</u>	2 880,00	2 880,00	
	<b>SOUS TOTAL IV</b>	<b>2 880,00</b>	<b>2 880,00</b>	
<b>V</b>	<b>ELECTRICITE INCENDIE</b>			
ESI POITIERS	changement de 30 blocs secours – 1/3 sont inopérants	3 447,74	3 447,74	
ESI POITIERS	Formation Habilitation <u>Électrique</u>	852,00	852,00	12 personnes
	<b>SOUS TOTAL V</b>	<b>4 299,74</b>	<b>4 299,74</b>	
<b>VI</b>	<b>DIVERS</b>			
ESI 33 BO	11 supports écrans	236,28		Reporté - Priorité1
ESI 33 BO	6 Bras écrans	552,00		Reporté – Priorité 2
ESI TOULOUSE	Travaux complémentaire pose de dalles	450,00	450,00	CID 81
ESI TOULOUSE	3 supports bras écran	648,72		Reporté – Priorité 3
ESI TOULOUSE	6 supports moniteurs	255,46		Reporté – Priorité 4
ESI TOULOUSE	9 sièges opérateurs	1 769,15		Reporté – Priorité 5
ESI POITIERS	2 Plaques de charge	120,00	120,00	Affichage obligatoire plan de chargement sur les <u>palletiers</u>
	<b>SOUS TOTAL VI</b>	<b>4 031,61</b>	<b>570,00</b>	
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>43 470,62</b>	<b>18 423,70</b>	

# Analyse du PAP

## Budget 2016

Le tableau de la page 2 donne le détail des opérations proposées au CHS et celles qui ont été retenues.

Au total 18.423,70 € de dépenses ont été retenues ce qui permet solder le budget qui restait disponible de cette année.

Plusieurs dépenses ont été reportées soit parce que les devis étaient à revoir ou parce qu'elles étaient moins prioritaires.

### Points particuliers sur le Budget :

La réduction du stage Centaure Toulouse et une annulation de stage habilitation électrique permettent de récupérer plus de 800€.

**CID33** : aménagement d'un poste de travail (pour un collègue déficient visuel). Nécessité de l'équiper avec un appareil miniaturisé qui lui permettrait une autonomie dans ses interventions. L'appareil étant coûteux un deuxième devis doit être établi. ainsi qu'une demande de financement FIPHFP.

**POITIERS réfection de 2 escaliers** extérieurs (malfaçon sur un des deux).

Les devis ont presque un an, les travaux n'avaient pas pu être faits.

Sur l'escalier principal il y a eu une pose de résine qui s'enlève par plaque entraînant des risques de chute. Le DISI a précisé que les travaux seraient financés sur le budget DISI hors DGF et le CHSCT viendrait compléter. Il faudrait se rapprocher de l'antenne immobilière de Nantes afin d'obtenir des crédits de la centrale. A suivre.

**Bordeaux-Océan** : achat de 6 casques + combinés.

Cette demande est remontée sur les fiches "expression de besoins".

Le CHS s'est prononcé pour acheter 4 équipements.

**Bordeaux-Océan (SIL)** :

- achat d'ultra portable pour un agent.
- achat d'un siège ergonomique. L'agent a fait une démarche de reconnaissance d'handicap, le financement d'un nouveau fauteuil sera fait auprès du FIPHFP.

Le plan de prévention comprend 30 rubriques dont certaines ont fait l'objet de discussions plus approfondies.

**Bordeaux-Océan** : suite à un appel d'offre à relancer, les travaux de désamiantage du socle ont pris du retard. L'ESI informe qu'un bouton "désamiantage de la cité administrative" permet de suivre l'actualité amiante.

### Difficultés à l'équipe RH

La chef de service explique les difficultés de l'équipe par l'absence prolongée d'agents qui nécessitait à chaque fois le redéploiement des portefeuilles de dossiers. L'organisation est semble t-il rodée, il y a plus de formalisme, il est parfois fait appel à des renforts internes venant de FORPRO.

Le Directeur parle d'écoute des agents et de conciliation avec le collectif de travail. Il n'y a pas de problème d'effectif mais plutôt d'absentéisme.

### Analyse des écrétages

le Directeur explique qu'une fois par trimestre un tableau est constitué afin de repérer les dépassements et quelques situations particulières ont été identifiées. Dans le cas de la RH, il n'y a pas de sujet écrétagé.

La CGT souhaite connaître les endroits où se situent les problématiques d'écrétagé.

Le Directeur explique que la moitié des écrétages concerne des situations ponctuelles ou des choix personnels. Les difficultés potentielles peuvent venir d'un souci de pilotage, d'organisation. Si l'écrétagé persiste sur 2 trimestres il y a un réel problème et il faudra alors interroger les agents.

Le directeur pourra donner le nombre d'agents en difficulté au vu de l'écrétagé.

Notre demande de connaître les lieux de fragilité n'a pas été entendue.

### Difficultés des CID vis à vis de leur donneur d'ordre

Le Directeur se veut rassurant et optimiste, il dit qu'il faut donner du sens et de la cohérence par rapport au donneur d'ordre, une note a été faite en ce sens aux DRFIP et DDFIP. Un coordinateur départemental permet d'éviter les flux de demandes . Sur 16 départements seulement 4 sont en difficulté.

Il reconnaît un manque de vigilance et précise que les directions seront désormais plus réactives.

Les CID ne doivent pas répondre aux demandes directes et malheureusement certains acteurs "sous la pression amicale" n'arrivent pas à refuser.

Concursive -Alim imposera dans tous les cas un interlocuteur unique.

Son expérimentation débute bientôt à la DRFIP33, des retours favorables sont remontés de la DIRCOFI SE même si les structures ne sont pas comparables.

Il constate que l'installation des postes à la rentrée s'est globalement mieux passée et dit qu'il faudra s'interroger sur l'impact qu'aura la suppression des MMA dans SFP sur le travail des agents de l'assistance. Les OS précisent que certaines difficultés sont dues au choix de matériel mal adapté fait par les DDFIP ou parfois par un manque de réponse des directions locales. Le Directeur explique qu'une partie des difficultés provient du poids de l'histoire, l'évolution des outils permettra de faire évoluer les choses. En cas de situations conflictuelles la DISI se doit de faire remonter tout débordement à la DDFIP. Pour assouplir les relations les ESI multiplient les rencontres avec les directions locales.

*suite page 4*

# Examen des RHS

Le CHS a examiné les propositions inscrites dans les différents registres.

## SIÈGE:

Il n'y a pas de demande des agents du siège par contre 2 demandes d'agents extérieurs à la DISI ayant travaillé à l'ex CRI de Bordeaux y ont été inscrites. Ces agents font référence à la circulaire du 28/07/2015 rappelant les obligations des employeurs publics en matière d'exposition à l'amiante.

Ces agents souhaitent savoir si les locaux dans lesquels ils ont séjourné sont amiantés et dans ce cas demandent à recevoir une attestation de présence ou d'exposition.

Le DISI précise qu'il n'y a pas de déclinaison DGFIP à cette circulaire, que le document est sujet à interprétation, trop général et pas applicable en l'état. Dans le cas d'une exposition passive il n'y a pas de suivi, dans le cas d'une exposition intermédiaire le directeur fait référence au suivi présenté par le MDP (médecin de prévention) lors du CHSCT de juin. Le DISI rappelle que ces agents doivent s'adresser à leur direction et à leur MDP actuel.

Nous insistons à plusieurs reprises pour qu'une réponse leur soit faite, affaire à suivre...

Plus globalement, sur le sujet amiante, la Direction se veut rassurante (dès qu'il y a un soupçon, il y a fermeture des locaux, personne ne minimise l'impact de l'amiante à la cité administrative de Bordeaux).

Les OS insistent sur les différents incidents qui émaillent le désamiantage (fibres découvertes dans une cage d'escalier, poussières tombées du plafond de la cantine, ...) et s'interrogent sur les choix envisagés concernant le confinement au niveau du socle ainsi que sur des résultats d'analyses qui sont remis en cause.

Dans un contexte de pénurie on peut craindre que certains choix soient faits en tenant un peu trop compte de l'aspect financier.

Une meilleure communication et plus de transparence permettrait peut-être de rassurer les agents.

## ESI Bordeaux-Océan :

Demandes dans le cadres des déplacements "propres"

Accès à des douches pour les personnes qui viennent au travail à vélo. La CGT indique l'existence au sous-sol de la cantine de douches destinées aux agents qui fréquentent la salle de gym. La Directrice de l'ESI BDX O va se rapprocher de la gestion cité afin de savoir s'il y a possibilité d'utiliser ces installations.

Il est rappelé que les motos et vélos peuvent être garés au sous-sol du parking Berliet

Aucun projet de nouveau parking pour ce type de véhicule ne semble prévu prochainement.

Installation de borne pour voiture électrique :

Il existe actuellement des bornes pour les voitures électriques de l'administration mais pas de bornes payantes pour les véhicules privés.

Nous évoquons encore une fois des problèmes de ménage.

Suite à un changement de personnel les toilettes d'une partie de l'ESI ne sont pas correctement nettoyées. A ce jour il n'y pas vraiment d'amélioration.

Il est aussi question du nettoyage des vitres qui doit sembler t-il être effectué une fois par an par la société qui fait le nettoyage de la cité. Il est à remarquer que cette société n'a pas le matériel pour nettoyer l'extérieur des vitres et qu'elle n'a pas non plus la possibilité d'ouvrir les vantaux

Le marché du ménage étant toujours établi sur des critères d'économie il n'est guère possible d'espérer de réelles améliorations de la prestation.

## ESI Bordeaux-Garonne

La DRFIP33 a été informée des différents problèmes (manques d'hygiène, odeurs dans les toilettes, présence de moucherons à l'AT, fuites sur certains radiateurs, fenêtres aux gonds, stores et joints défectueux). Des interventions ont déjà eu lieu pour remédier à certaines problématiques.

A la CID40 il y a un dysfonctionnement du ventilateur qui ne permet pas de climatiser correctement les serveurs, la DRFIP40 fait une étude en vue du changer l'appareil en attendant on fait avec l'existant..

## ESI Toulouse

Rien n'est signalé dans le registre.

Le Directeur apporte cependant des informations concernant l'aménagement de poste permettant d'accueillir un agent lourdement handicapé. L'installation se fera bien au 1er étage, la procédure en est encore au niveau des demandes de devis mais le sujet avance.

## ESI Poitiers

Un nouveau devis est fait pour renouveler le stock de chaussures de sécurité en mauvais état.

## Analyse PAP - suite de la page 3

Marianne LACAZE évoque le cas de la CID32 (actuellement 1,8 ETP). Un des agents fut en arrêt de mai à mi-juillet, durant cette période il n'y a pas eu d'agent dans le service. Une action ciblée a été mise en place avec la DDFIP32, la CID31 a mis à jour le parc (intervention équivalente à 21ETP). Le SIL se déplaçant pour le coeur de réseau a pu aussi intervenir. La balf et Concurse ont été surveillés à distance, des interventions ont aussi pu se faire à distance.

**Sujet astreintes :** Une note doit sortir en référence à la note de 2015 avec une mise en oeuvre au 1er septembre 2016. Il n'y a plus de notion d'astreinte passive ou active. Les astreintes ne sont pas là pour faire de l'exploitation. Les sujets d'heures supplémentaires concernent seulement l'éditique et la surveillance des bâtiments sur Poitiers. Concernant BDX O PAS et le G2A une modification est apportée sur le plan organisationnel (Mise à jour de la grille financière et de compensation). SII s'interroge sur la pertinence de certaines astreintes. Dans le cas où un agent se retrouverait avec plusieurs cas d'astreinte en même temps (possible au PTS) ce ne sera pas l'ESI et encore moins l'agent qui décidera de la priorité d'action.

**Problème de cloison entre le service de l'ADO et Le CQEIFI :** la construction en dur d'une cloison est trop onéreuse et nettement moins modulable. Les actions engagées devront être abouties avant la fin de l'année (meilleure gestion des audios au CQEIFI, pose d'une cloison acoustique récupérée ailleurs)



# Bulletin d'adhésion

Solidaire, pas solitaire : c'est ça la CGT Finances Publiques à la DISI-SO Sud-Ouest

Nom, Prénom :

Date :

Grade :

Adresse administrative :

Adresse mél :

Bulletin à remettre à un militant de la CGT.